

Opinion



Pascal Lefèvre

Chroniqueur politique indépendant

■ Six gouvernements, 47 ministres et 617 mandats parlementaires: les chiffres semblent impressionnants. Comparés à ceux des autres États fédéraux européens (Allemagne, Autriche et Suisse), ils racontent pourtant une tout autre histoire.

également pour les gouvernements des entités fédérées. Par ailleurs, la suppression du Sénat et de ses 60 membres est aujourd'hui en cours d'examen.

Que retenir de cette comparaison ?

D'abord que la Belgique ne constitue nullement une anomalie institutionnelle au regard des autres États fédéraux européens. Tous connaissent une multiplication des gouvernements, des ministres, des parlements et des parlementaires, conséquence logique du partage des compétences entre le niveau fédéral et les entités fédérées.

Ensuite, que certains chiffres abondamment cités dans le débat belge méritent d'être relativisés. Affirmer que notre pays compte 617 parlementaires sans préciser que de nombreux élus siègent dans plusieurs assemblées contribue à donner une image quelque peu déformée de la réalité.

Tous les pays européens fédéraux connaissent une multiplication des gouvernements, des ministres, des parlements et des parlementaires, conséquence logique du partage des compétences entre le niveau fédéral et les entités fédérées.

Cela signifie-t-il que nos institutions sont parfaites et qu'aucune réforme ne serait souhaitable ? Évidemment non. Leur complexité est réelle et certaines simplifications ou rationalisations pourraient certainement être envisagées. Mais la complexité ne saurait être confondue avec l'inefficacité, pas plus que le nombre d'institutions ou de mandataires ne constitue, à lui seul, un indicateur de bonne ou de mauvaise gouvernance.

L'efficacité plutôt que la quantité

La comparaison avec l'Allemagne, l'Autriche et surtout la Suisse invite donc à relativiser le discours selon lequel la Belgique serait, par essence, suradministrée en raison de son organisation fédérale. Les idées reçues ont parfois la vie dure. Les chiffres, eux, sont plus têtus.

Au fond, la véritable question n'est peut-être pas de savoir si la Belgique compte "trop" de gouvernements, de ministres, de parlements ou de parlementaires, mais si ses institutions et les mandataires qui les composent remplissent efficacement les missions qui leur sont confiées. Et là, il s'agit d'une tout autre discussion – à l'évidence bien plus pertinente.

OPINION

Le voile m'énervait. Puis je les ai rencontrées

■ Réduire une personne au signe religieux qu'elle porte revient à oublier toutes les autres facettes de son identité. "C'est notre regard qui enferme les autres", dit Amin Maalouf.



Isabelle de Laminne

Économiste et chroniqueuse

Elle est là. Assise dans le métro. Elle porte le voile et une abaya. C'était il y a quelques années. Je la vois, la regarde et, ça m'énervait. Moi, l'Occidentale, l'Européenne éduquée dans une religion qui ne m'impose pas de tenue vestimentaire. Élevée (dans le sens poussée à aller plus loin) par des parents qui m'encourageaient à faire des études, à être indépendante, ce port du voile me heurte. Il m'apparaît comme un signe d'avilissement de la femme. Dans cette rame de métro, je suis reconnaissante à toutes les générations de celles qui m'ont précédée en œuvrant pour plus de reconnaissance des droits des femmes.

Un tempérament de fonceuse

Quelques années plus tard, je suis debout dans une petite classe face à des femmes voilées venues du Bangladesh. Je les initie à la langue française, elles qui ont quitté leur pays, leur famille, la chaleur d'Asie pour le froid, le vent et la pluie de Belgique. Les échanges culturels se font dans une grande bienveillance et elles me font voir et rencontrer les femmes derrière le voile. Nous sommes mères, nous échangeons des recettes, j'apprends à mieux connaître ce pays lointain qu'est le Bangladesh tout en les initiant à la langue, l'histoire et aux coutumes de notre pays. Le hasard fait que je coache au même moment une jeune entrepreneuse d'origine marocaine. Ravissante, avec un tempérament de fonceuse, elle porte le foulard de façon élégante et entend prendre sa place dans la société belge. Alors que plusieurs décennies nous séparent, que je suis catholique et elle musulmane, comment sommes-nous devenues si proches dans une telle harmonie de pensées ? "Parce que nous avons les mêmes valeurs", assure-t-elle. Elle n'a pas tort : beaucoup de choses nous rapprochent dans notre chemin de vie. Elle m'avoue vouloir me ressembler quand elle aura mon âge et j'admets que je me retrouve un peu en elle quand j'avais le sien. Mais une question me taraude : pourquoi porte-t-elle le foulard alors qu'elle est si jeune ? "Parce que cela fait partie de mon identité", me dit-elle.

Il s'agit bien d'une partie de son identité et non pas de son identité entière. Dans son

livre *Les identités meurtrières*, Amin Maalouf, qui est Français d'origine libanaise, s'indigne sur le fait que nous sommes régulièrement sommés de réduire l'identité entière d'une personne à une seule appartenance souvent religieuse ou de nationalité. Or, aucune appartenance ne prévaut de manière absolue.

Parmi ces femmes que je côtoie, que l'on soit du Bangladesh avec la nationalité belge, issue de la deuxième génération de l'immigration ou Belge de naissance, ne sommes-nous pas avant toute chose des femmes ? Bien que d'origine et de religion différente, il m'arrive parfois de me sentir plus proche de ces femmes que de certaines bonnes catholiques pratiquantes.

La personne derrière les traditions

Après tout, chrétiens, juifs et musulmans prient le même Dieu. Accueillir l'autre dans sa différence, sans jugement, sans se considérer comme supérieur en raison de son appartenance à une autre religion, à un autre pays est aussi un pas vers l'intégration. "Plus un immigré sentira sa culture d'origine respectée, plus il s'ouvrira à la culture du pays d'accueil", relève Amin Maalouf. Si celui dont j'étudie la langue ne respecte pas la mienne, parler sa langue cesse d'être un geste d'ouverture, il devient un acte d'allégeance et de soumission." Il est donc important de séparer le religieux de l'identitaire et de découvrir la personne derrière les traditions.

Amin Maalouf insiste également sur le fait que respecter l'histoire de la personne, c'est considérer qu'elle appartient à la même humanité et non pas à une humanité au rabais. Il nous invite à éviter les amalgames, ou encore à ne pas nous recroqueviller sur nous-mêmes et à ne pas nous sentir agressés, qui que nous soyons. Finalement, qui sommes-nous pour juger ? ai-je enfin compris entre mon regard dans le métro et ma rencontre avec ces femmes musulmanes. Comme Amin Maalouf nous y invite, apprenons à changer notre regard. "Car c'est notre regard qui enferme souvent les autres dans leurs plus étroites appartenances, et c'est notre regard aussi qui peut les libérer." Et pourquoi pas nous libérer par la même occasion ?